

Je veux obliger notre Gouvernement à prendre connaissance de la nature des propositions et de leur portée. Nous ne voulons pas d'un autre échec; nous voulons éviter à l'avenir toute mésintelligence, toute rupture. Je veux faire ma part pour former l'opinion publique du Canada; au besoin je ferai une tournée d'une extrémité à l'autre de notre pays. Je suis résolu de tout tenter pour que mes honorables amis d'en face, soucieux de protéger le petit groupe de leurs amis spéciaux, et à cette fin de créer encore plus de monopoles au Canada, ne réussissent pas à rendre plus difficile encore le sort du cultivateur et de l'ouvrier canadiens.

Mes honorables amis savent,—je l'ai dit cet après-midi,—que ces propositions telles qu'elles sont rédigées à cette heure, sont vouées à l'insuccès. Le Gouvernement doit modifier ce qu'il propose s'il veut arriver à quelque chose cet automne. Si j'ai parlé aussi longtemps, j'ai eu pour autre raison que le discours du trône, cité cet après-midi, indique non pas que le Gouvernement modifie son attitude extraordinaire, mais qu'il compte bien persister dans son programme de relèvements tarifaires et accaparer des pouvoirs de plus en plus étendus à ce sujet. S'il maintient cette attitude extraordinaire, la situation du Canada ira de mal en pis; il nous incombe donc de surveiller de très près les gestes du Gouvernement actuel.

Puis-je faire observer aussi que nous commençons déjà à ressentir le contre-coup de la législation édictée par le ministère à la session spéciale? Notre commerce décline à vue d'œil. Nos recettes provenant des droits de douane ne cessent de tomber. Lors du dépôt du budget nous verrons quelles seront les taxes nouvelles. Déjà nous apercevons chez le cultivateur de l'Ouest le résultat de cet affaiblissement de sa faculté d'achat. Puisque ces cultivateurs ne peuvent vendre leur grain, et que les producteurs en général n'arrivent pas à écouler leur excédent de production, où trouverons-nous le pouvoir d'achat pour stimuler nos industries? Il se peut que par-ci par-là, où une industrie jouit d'une protection d'ordre spéciale, les choses marchent bien pour le moment. Assurément cela peut avoir lieu dans certains cas lorsqu'est supprimée d'un coup toute concurrence extérieure. Mais qu'advient-il lorsqu'on arrive au point où il ne reste plus personne pour acheter les produits de l'industrie ainsi stimulée artificiellement? Lorsque la demande sera affaiblie, qu'arrivera-t-il aux compagnies de transport, aux banques, aux maisons de gros et de détail? Quel sort attend tout chef de famille canadien le jour où le commerce canadien se contractera davantage? Ces choses

sont de la plus haute importance et nous ne saurions trop y réfléchir. Pourquoi le très honorable premier ministre, nonobstant tout cela, tient-il quand même à la ligne de conduite qu'il s'est tracée? J'ai affirmé, et je le répète, ma conviction que mon très honorable ami croit sincèrement que la solidarité économique du Canada, et de tout l'empire, est un bel idéal. Seulement, il n'a pas bien examiné tous les aspects de la situation et ne les a pas bien analysés; autrement il n'eût pas agi comme il l'a fait.

Où nos amis de la droite ont eu tort, c'est lorsqu'ils ont dès le début accepté des hypothèses dénuées de fondement; ils ont cru que cet idéal de solidarité économique était excellent, ils ont cru que cette idée d'un tout économique, à cause de l'unité qu'elle implique, est une chose excellente en soi, et ils ne se sont pas soucié d'en bien comprendre la teneur et la portée réelles. Ils ont entrepris d'établir la solidarité économique du Canada sans bien examiner d'abord où nous mènerait dans le domaine des échanges internationaux la réalisation de cet idéal. Depuis la première heure, ils ne cessent de commettre l'erreur de confondre une idée abstraite et un projet d'ordre pratique. Je livre cela à la réflexion des honorables représentants. Plus d'un idéal abstrait nous sont communs à tous: "Le Canada d'abord", parfaitement, dans le vrai sens du terme; "l'empire d'abord", oui, dans le vrai sens du mot; l'union canadienne, oui; l'union de tout l'empire, oui; tout cela, si l'on veut. Cet idéal abstrait est très beau; mais voyons ce qu'il arrive à signifier dans l'esprit de nos honorables amis d'en face. Nos amis de la droite le confondent avec des projets d'ordre pratique dont la mise en exécution ne réaliserait pas l'idéal visé.

Prenez l'idéal du "Canada avant tout". Si par "Canada avant tout" on entend que, dans les questions nationales, un homme doit penser à son pays avant tout et faire naturellement ce qui est dans l'intérêt de ce pays, tous approuveront le principe du "Canada avant tout". Mais si vous entendez par là une politique économique particulière,—et c'est ce que laisse entendre mon très honorable ami,—si par "Canada avant tout" il entend une forme particulière de protection poussée à l'extrême comme il l'a déclaré au gouvernement britannique, un tarif élevé qui empêchera les marchandises étrangères d'entrer au pays, vous mettez une fin aux échanges commerciaux. Si vous donnez le nom de "Canada avant tout" à une proposition concrète de ce genre, vous ne pourrez jamais atteindre un idéal digne de porter le nom de "Canada avant tout". C'est comme si vous disiez: "Mon foyer avant tout", en parlant de vos relations do-